



DÉCLARATION LIMINAIRE DE L'UNSA-ÉDUCATION de l'Ardèche au CDEN du 2 avril 2026

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture, monsieur le Directeur Académique, mesdames et messieurs les membres du CDEN,

L'année dernière lors de ce même CDEN, l'UNSA Éducation avait alerté sur le développement de l'utilisation des groupes Facebook, WhatsApp et des réseaux sociaux, comme déversoir de haine. Comme reflet d'une vision faussée de l'éducation devenue consommation, comme miroir du manque de considération porté à ceux qui œuvrent pour le bien collectif, le service public chevillé au corps. Force est de constater que l'Ardèche n'y échappe pas et que certains élus instrumentalisent les écoles ou établissements, sans se soucier du danger engendré pour les élèves et les personnels. Le mépris encore une fois.

Nous sommes réunis aujourd'hui dans le cadre de la préparation de la rentrée 2026, les mesures budgétaires actées au plan national se déclinent désormais localement.

Si certains de nos collègues se trouvaient devant la DSDEN de l'Ardèche mardi dernier, si d'autres étaient en grève ou avaient fermé leur école, si d'autres encore ont soutenu la mobilisation depuis leur classe, c'est qu'ils envisagent un autre avenir pour l'École que celui renvoyé par la baisse des moyens. Elle est vécue, dans nos écoles et dans nos établissements, comme une attaque directe contre le service public d'éducation et contre nos conditions de travail.

Cela fait directement écho aux plus de 53 000 répondants du baromètre 2025 de l'UNSA Education, qui montrait qu'à peine 6 % des personnels approuvent les orientations actuelles. Pourtant, 90% des personnels disent aimer leur métier, bien qu'ils ne soient plus que 73 % à se dire heureux de l'exercer (contre 81 % en 2018). Force est de constater qu'ils sont de plus en plus nombreux à franchir le pas et quitter l'Éducation Nationale ou que les collègues ont de plus en plus recours au temps partiel sur autorisation pour maintenir leur équilibre vie professionnelle/ vie personnelle au détriment de leurs revenus et limitant leur cotisation retraite.

En effet, utilisant l'argument de la baisse de la démographie française, notre Ministre fait le choix de l'économie, plutôt que celui de la qualité. Nous aurions préféré un choix en adéquation avec les déclarations qui affirment que l'éducation est une priorité. Des investissements à la baisse se traduisent concrètement sur le terrain par la dégradation des conditions d'apprentissage des élèves et des conditions de travail des personnels.

L'école en avait-elle besoin ou pouvait-elle se le permettre ?

A l'Unsa Education, nous affirmons que non. Les personnels sont de plus en plus en surmenage, en proie aux tensions entre leur professionnalisme et la réelle possibilité d'accomplir leur mission, le mal-être grandit au fur et à mesure de la dégradation des conditions de travail. L'éducation de nos enfants ne peut pas se faire sur la souffrance des personnels. Elle n'est pas une charge financière, elle est un investissement. L'Institut des Politiques Publiques dans son étude « Taille des classes et inégalités territoriales : quelle stratégie face à la baisse démographique ? » le confirme : « *la réduction du nombre de*

personnels n'est pas une opération rentable sur le long terme, puisque pour un euro économisé, neuf euros sont perdus pour la société. »

Sans moyen supplémentaire, la « réussite de tous » reste un slogan creux. La logique purement comptable est à rebours de tous les discours officiels sur la réussite de chaque élève, l'école inclusive, la proximité avec les familles.

Au niveau national, la préparation de la rentrée se fait sur la base de la suppression de 1 365 ETP dans le 2nd degré, auxquels s'ajoutent 1 891 ETP dans le 1er degré.

Si l'argument démographique qui préside à ces coupes peut sembler arithmétiquement fondé, il demeure profondément insuffisant dès lors qu'il n'est pas adossé à une vision pérenne et ambitieuse du service public d'éducation dans les territoires. L'analyse fine des besoins existe, mais elle débouche trop rarement sur des politiques éducatives volontaristes et durables.

Dans le 1er degré, pour la rentrée 2026, dans un contexte de baisse démographique, l'Ardèche doit rendre 12 postes et créer 5 Pôles d'Appui à la Scolarisation (PAS) ; alors que l'académie doit rendre 85 postes. Il convient de rappeler que pour notre département, cela porte le nombre de retraits à 49 postes depuis 2017.

Sur le terrain, nous savons bien ce que cela signifie : la fin du co-enseignement, de plus en plus de classes multi-niveaux chargées, moins de temps pour chaque élève, une inclusion scolaire toujours plus dégradée, l'accueil des TPS dans des milieux fragiles mis à mal, des regroupements d'écoles contraints, des directrices et directeurs épuisés.e.s, des équipes forcées de « faire toujours plus avec toujours moins ».

Dans le 2nd degré, concernant les moyens dans les collèges, au niveau académique, la préparation de la rentrée se fait sur la base de la suppression de 66 ETP. Au niveau départemental, la dotation est diminuée de plus de 310 heures, pour une prévision d'effectifs en baisse de 208 élèves.

Nous déplorons que la baisse conséquente des moyens, en dépit de la baisse démographique ne permette ni d'améliorer les conditions d'apprentissage des élèves, ni de répondre aux enjeux de prévention, d'accompagnement et de bien-être scolaire.

Les conditions continuent au contraire de se dégrader, faute de financement fléché, l'offre éducative se réduit. C'est par exemple les heures d'Accompagnement Pédagogique qui diminuent, l'agonie pour l'apprentissage de l'allemand, accentué par la disparition du financement fléché pour les bilangues de continuité ou, au surlendemain des JO de Paris, un troublant héritage pour l'UNSS avec le retrait des derniers financements supplémentaires pour les sections sportives.

Autre exemple, le plan 800 collèges ou « collèges en progrès » : les équipes n'ont pas attendu une annonce médiatique pour se questionner sur leurs pratiques et sur le besoin de leurs élèves. Lancer des actions sans moyen c'est ne pas reconnaître l'engagement des agents du service public pour ses enfants c'est même le mépriser !

Pour l'UNSA-Education, plus que cette annonce, c'est de la refonte de l'éducation prioritaire que notre Ecole a besoin. Les besoins éducatifs ne diminuent pas mécaniquement avec le nombre d'élèves. Les difficultés sociales, économiques et territoriales appellent des réponses éducatives renforcées et différenciées. Le déterminisme social demeure un facteur majeur d'échec scolaire, avec une surreprésentation préoccupante des élèves issus de milieux populaires dans certaines orientations, et des

effets persistants des stéréotypes de genre sur les parcours scolaires. Ces constats interrogent profondément notre capacité collective à faire de l'École un véritable levier d'émancipation.

Dans ce contexte de plus en plus difficile, l'UNSA Education a à cœur de défendre une carte scolaire juste et équitable. Nous réclamons un dialogue social réel, qui parte de la parole des équipes et non de listes de mesures déjà bouclées.

Pour conclure, l'Unsa Education réaffirme qu'une politique éducative cohérente, respectueuse des personnels et des élèves ne peut se faire sans moyen. Il est nécessaire de faire en sorte que les agents de l'Éducation nationale bénéficient de conditions de travail dignes et des moyens nécessaires à l'exercice de leur mission. Il est nécessaire de s'atteler à ces choix, certes coûteux d'un point de vue budgétaire, dans un contexte de finances publiques que nous n'ignorons pas, mais indispensables pour répondre aux problématiques salariales, prendre en compte les enjeux de mixité et d'inclusion et in fine chercher des solutions aux défis posés. Le budget de l'Éducation nationale ne doit plus être envisagé comme une dépense mais comme un investissement à long terme.

Merci de votre attention.

Pour l'UNSA-Éducation, Juliette CREPIEUX, Marilyne FOURNIER